

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 19 OCTOBRE 2016**

CH/RT

**OBJET : N° 3.3 – FONCIER – AUTORISATION OCCUPATION DOMAINE SYNDICAL –
CONVENTION-CADRE – MODIFICATION -**

L'an deux mille seize, le dix-neuf du mois d'octobre à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat.

M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents excusés :

M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI.

**OBJET : N° 3.3 – FONCIER – AUTORISATION OCCUPATION DOMAINE SYNDICAL –
CONVENTION-CADRE – MODIFICATION -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Par délibération du 13 novembre 2007, modifiée le 4 février 2014, le bureau syndical a adopté la création de trois conventions-cadres déterminant les conditions techniques, administratives et financières auxquelles est subordonnée l'autorisation d'occupation du domaine public syndical, correspondant à l'emprise de l'ancienne voie ferrée sous laquelle sont implantés, outre les canalisations du SEBA, des réseaux mis en place soit par des collectivités ou des autres services publics, soit par des tiers privés.

Les conventions-cadres ainsi établies précisent les modalités d'exécution des travaux dans les cas suivants :

- Pose d'un réseau en parallèle à l'ancienne voie ferrée,
- Pose d'un réseau en traversée avec ouvrage ossature du SEBA présent,
- Pose d'un réseau en traversée sans ouvrage ossature du SEBA.

Si les dispositions techniques sont clairement énoncées à l'article 4 des conventions visées supra, la question de la sécurisation des chantiers, pour des travaux prévus par les différents opérateurs expressément autorisés par le SEBA, n'est abordée que succinctement, précisant que la sécurité doit satisfaire aux prescriptions des textes réglementaires en vigueur.

Aussi, eu égard au fait que d'une part, une grande partie des voies vertes est empruntée régulièrement par de nombreux promeneurs, et que d'autre part, plusieurs communautés de communes ont conventionné avec le SEBA pour assurer la gestion de ces voies vertes, il semble indispensable d'assurer durant les chantiers la sécurité des personnes voire, le cas échéant en fonction des risques potentiels générés par les travaux, une interdiction temporaire d'accès aux alentours des chantiers en cours.

Il est proposé d'intégrer à l'article 4 des conventions-cadres susvisées, ces nouvelles dispositions de la manière suivante et tel que présenté dans la convention **annexée** à la présente délibération :

En matière de sécurité, l'ouvrage devra satisfaire aux prescriptions des textes réglementaires en vigueur.

Le..... doit prévoir une sécurisation optimale du chantier par une signalisation appropriée et le cas échéant, en fonction de la dangerosité du chantier, interdire l'accès à tout utilisateur de la voie verte sur le secteur concerné durant toute la durée des travaux.

Les modalités de mises en place du chantier et/ou de mise en œuvre de l'interdiction de circuler, doivent être formalisées et soumises pour accord, avant le début des travaux, à la communauté de communes gestionnaire de la voie verte, dont les coordonnées seront fournies par le SEBA.

Le bureau syndical est appelé à délibérer sur ces propositions, étant précisé que les autres articles des conventions-cadres existantes sont inchangés.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL



**Convention d'Autorisation d'Occupation du Domaine Syndical au
profit de
Parcelle cadastrée section ...
Lieudit
Commune de**

Entre les soussignés :

- Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche (S.E.B.A.), dont le siège est fixé à la Sigalière, Les Vergnades, 07110 Largentière, représenté par M. Jean PASCAL, dûment autorisé aux présentes par délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014, ci-après désigné «**Le SEBA**»,
- Le représenté par son Président M., et ci-après désigné par l'appellation

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention.

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions techniques, administratives et financières auxquelles est subordonnée l'autorisation d'occupation du domaine du S.E.B.A. par un réseau mis en œuvre par, tant pour la réalisation des travaux que pour l'exploitation et l'entretien des ouvrages.

Article 2. Caractéristiques techniques de l'installation.

L'autorisation d'occupation concerne

<i>Repères du Plan</i>	<i>Parcelle concernée</i>	<i>Nature des câbles (réseau HTA, réseau BT, branchement...)</i>	<i>Section des câbles</i>	<i>Longueur intéressée</i>	<i>Largeur de la de bande de terrain intéressée dans la propriété</i>

Etablir en limite de parcelle cadastrale des bornes de repérages

Les travaux seront réalisés conformément au plan-projet annexé à la présente, et le cas échéant, toutes autres pièces également annexées et notamment :

- Plans de situation des ouvrages,
- Plans type des ouvrages,

Article 3. Dispositions préalables à l'exécution des travaux.

Il sera procédé à un état des lieux contradictoire avant le commencement des travaux.

L'implantation des ouvrages sera réalisée en présence du représentant du S.E.B.A et, le cas échéant en présence du (des) Délégué(s) du Syndicat auprès duquel (desquels) le s'informerait de la présence de réseaux préexistants.

Le s'engage d'autre part à prendre toutes mesures utiles pour que le personnel exécutant les travaux, y compris celui des entreprises travaillant pour son compte et celui des sous-traitants, ait parfaite connaissance des prescriptions contenues dans la présente convention.

Article 4. Modalités d'exécution des travaux.

Les travaux devront être réalisés conformément :

- aux indications données par le plan
- aux conditions imposées par le S.E.B.A.
- aux prescriptions des textes en vigueur.

Le s'engage à avertir le S.E.B.A. de la date de commencement des travaux huit jours avant leur démarrage, et de leur date d'achèvement huit jours après la fin des travaux.

Les dispositions de détail qui auront été arrêtées en commun devront être respectées lors de l'exécution des travaux

Le devra respecter les réseaux déjà présents dans l'emprise de la propriété du SEBA qu'il s'agisse de ceux du SEBA ou de ceux détenteurs d'un titre légitime d'autorisation d'occupation à usage public ou privé délivrés par le SEBA.

Cas de pose d'un réseau en parallèle du réseau ossature existant sur l'ancienne voie ferrée :

La fouille sera effectuée en technique traditionnelle déblai-remblai sur une largeur de 0,50 mètre. La fouille pourra être effectuée à l'aide d'une technique mécanisée (trancheuse). L'ouvrage sera déporté au maximum de l'axe de l'ancienne voie ferrée, en limite de propriété du SEBA en respectant **un minimum de 2,50 mètres de part et d'autre de l'axe du réseau-ossature existant**, et ce, afin de respecter la plateforme disponible et nécessaire pour l'exercice des compétences du SEBA ; en particulier, aucune implantation d'infrastructure n'est autorisée en implantation supérieure à la conduite.

Cas de pose d'un réseau en traversée avec réseau ossature du SEBA présent :

La fouille sera effectuée en technique traditionnelle déblai-remblai sur une largeur de 0.50 mètre. Aucune implantation d'infrastructure n'est autorisée en implantation supérieure à la conduite ossature du SEBA. A l'endroit du croisement entre la conduite d'eau et le réseau d'alimentation en électricité, une distance minimale de 0,50 mètre entre la génératrice inférieure du réseau du SEBA et la génératrice supérieure du réseau du fourreau du Bénéficiaire sera respectée.

Cas de pose d'un réseau en traversée sans ouvrage ossature du SEBA :

La fouille sera effectuée en technique traditionnelle déblai-remblai sur une largeur de 0.50 mètre avec une charge de 0.85 mètre au-dessus de la génératrice supérieure du fourreau.

« Le Bénéficiaire » devra respecter les réseaux déjà présents dans l'emprise de la propriété du SEBA qu'il s'agisse de ceux du SEBA ou de ceux détenteurs d'un titre légitime d'autorisation d'occupation à usage public ou privé délivrés par le SEBA.

En matière de sécurité, l'ouvrage devra satisfaire aux prescriptions des textes réglementaires en vigueur.

Le..... doit prévoir une sécurisation optimale du chantier par une signalisation appropriée et le cas échéant, en fonction de la dangerosité du chantier, interdire l'accès à tout utilisateur de la voie verte sur le secteur concerné durant toute la durée des travaux.

Les modalités de mises en place du chantier et/ou de mise en oeuvre de l'interdiction de circuler, doivent être formalisées et soumises pour accord, avant le début des travaux, à la Communauté de Communes gestionnaire de la voie verte, dont les coordonnées seront fournies par le SEBA.

Article 5. Exploitation, entretien, renouvellement et modification ultérieure de l'ouvrage.

Considérant que le S.E.B.A. conserve toutes possibilités d'intervenir sur sa propriété, d'y établir tous réseaux et ouvrages techniques pour son propre compte, pour le compte de son Fermier et pour celui de ses communes membres, s'engage :

- à avertir le S.E.B.A. de toute intervention courante d'exploitation et d'entretien quinze jours à l'avance.
- à solliciter l'autorisation de modifications et de déplacements de ses ouvrages à son initiative six mois à l'avance
- à prendre à sa charge, tant du côté technique que du côté financier toutes modifications, déplacements, réparations et remplacement des ouvrages tant en cas d'établissement de nouveaux réseaux ou ouvrages par le S.E.B.A. qu'en cas d'accidents qu'elles qu'en soient les origines, les causes et la nature.
- à n'exercer aucun recours pour quelque raison que ce soit à l'encontre du S.E.B.A.
- à prendre à sa charge les éventuelles pertes d'exploitation du S.E.B.A. et de son Fermier et les charges d'exploitation relatives au maintien du service public de distribution d'eau potable et d'assainissement dans le cas où ces dysfonctionnements seraient imputables au

Article 6. Dispositions financières.

La présente autorisation d'occupation du domaine du SEBA est consentie

Les frais de toute nature qui seront générés par la présente convention resteront à la charge du

Article 7. Durée – Modifications de la convention.

La présente convention est consentie à titre précaire et révocable, pour la durée de l'exploitation de l'ouvrage, sans aspect rétroactif, avec possibilité de résiliation par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de 3 mois. Elle pourra être amendée par voie d'avenant à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Fait en quatre exemplaires originaux

A Largentière, le

Le Président du S.E.B.A.,

Le Président du,

Jean PASCAL